

ALFRED REBOUX Propriétaire-Gérant

ABONNEMENTS :

Roubaix-Tourcoing : Trois mois. 18.00 Six mois. 36.00 Un an. 50.00

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, trois mois. 15 fr. La France et l'Etranger, les frais de poste en sus.

Le prix des Abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

SON BANQUE DE DÉPÔTS ET DE CRÉDIT

Table with financial data for 24 JANVIER and 25 JANVIER, listing various bank services and interest rates.

DEPECHE COMMERCIALES

New-York, 25 janvier. Change sur Londres 4.84 0/0; change sur Paris, 5.17 1/2.

Depêches de MM. Schlagenhaufen et C^o représentants à Roubaix par M. Balleau-Grymouprez.

Havre, 25 janvier. Cotons : Ventes 1,000 b. bonne demande, forte tendance renchéris.

Liverpool, 25 janvier. Cotons : Ventes 10,000 b., marché inchangé.

New-York, 25 janvier. Cotons : 13 1/4. Recettes de 5 jours 74,000 b.

ROUBAIX 25 JANVIER 1877.

Bulletin du jour

La Chambre des députés, après un long et intéressant débat, a pris en considération une proposition ayant pour objet de nommer une commission d'enquête, chargée de dresser le bilan des pertes subies par l'Espagne française dans les emprunts turcs, mexicains, péruviens, tunisiens, espagnols, etc., etc., sans compter deux ou trois autres milliards engloutis dans des affaires industrielles qui ont mal tourné en Espagne, en Italie, en Autriche.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le JOURNAL DE ROUBAIX est désigné pour la publication des ANNONCES LEGALES et JUDICIAIRES

ALFRED REBOUX Propriétaire-Gérant

INSERTIONS :

Assurances : la ligne. 50 c. Réclames : 25 c. Faits divers : 20 c. On peut traiter à forfait pour les abonnements d'annonces.

Les abonnements et les annonces sont reçus à Roubaix, au bureau du journal, à Lille, chez M. QUARRÉ, libraire, Grande-Place; à Paris, chez MM. HAVAS, LAFITTE et C^o, 34, rue Notre-Dame-des-Victoires, (place de la Bourse); à Bruxelles, à l'Office de PÉLAGER.

en vingt-cinq ans; voilà les fruits amers que nos capitalistes ont retiré de leur aveugle confiance dans les placements de leurs fonds à l'étranger.

Quand ils étaient au pouvoir, « les amis du Français » n'ont pas su faire leurs affaires; ce n'est pas une raison pour que les républicains ne fassent pas les leurs.

— Qui dit cela, s'il vous plaît? — La République française. — Le journal de M. Gambetta. — De M. Gambetta. — Eh bien! s'ils en conviennent ainsi, maintenant!

La commission des transports, instituée par l'association pour le développement et l'amélioration des moyens de transport sur les routes, tramways, application de la vapeur à la traction, etc.; s'est réunie hier, mercredi à 8 heures du soir, chez M. Lebandy, président de l'association.

La commission a discuté la questionnaire formulé dans la dernière séance. Y a-t-il lieu d'utiliser les routes nationales en y établissant des voies ferrées quand les dispositions du terrain le permettent, et si un trafic suffisant justifie cette mesure?

Dans quelles conditions géographiques, économiques et techniques l'établissement des rails sur routes est-il possible? est-il nécessaire?

Examiner notamment dans quelles circonstances on devra adopter telle ou telle largeur de voie ferrée, telle nature de rails et tels moyens de traction, soit mécanique, soit par chevaux.

Préciser le prix de revient de la construction, et de l'exploitation dans les différents cas.

Énoncer quel trafic moyen kilométrique pourrait justifier la création des rails sur routes dans les divers systèmes.

Quel serait le maximum de rampes et de courbes suivant les différents systèmes de construction et de traction?

Les rails doivent-ils être placés sur les accotements ou sur la chaussée même?

Comment compte-on opérer la traversée des villes et des villages?

Indiquer les voies et moyens de hâter l'exécution.

Est-il préférable que cette exécution (avec subvention ou garantie d'intérêt) soit confiée à des compagnies locales ou à une grande compagnie centrale? ou bien la construction devrait-elle rester à la charge de l'Etat, des départements et communes, l'exploitation étant confiée à des compagnies fermières?

La commission invite les personnes qui se sont occupées de ces questions à déposer leurs mémoires, plans et projets au siège social, 81, rue d'Amsterdam.

A l'occasion de la fondation, à Paris, d'un nouveau collège portant le nom de Janson du Sailly, le Journal des Débats fait remarquer que : « Ce serait une erreur de croire que le peuple français ait tout à fait perdu l'habitude des libéralités à des établissements publics ou de bienfaisance. Nous avons sous les yeux des statistiques à ce sujet. Il se fait chaque année des dons de ce genre pour 20 ou 30 millions de francs, sans parler des dons manuels et des souscriptions d'actions. »

« Si l'on examine comment se répartit ce chiffre de 31 millions de libéralités, on voit, il est vrai, que les quatre cinquièmes sont absorbés par les établissements religieux et par les établissements hospitaliers ou charitables. Les premiers ont reçu 11 millions 1/2 en 1873, et les seconds près de 14 millions. »

Une nouvelle comédie de M. Victorien Sardou. DORA. (Vaudeville).

M. Sardou, l'auteur de Dora, a traduit à la scène la haute société exotique à laquelle nous accordons un trop grand place, le monde de princes et de princesses venus de tous les bouts de l'univers, où il est difficile de distinguer les vrais gentilshommes étrangers des aventuriers et aventurières qui en forment la majorité. Ces déclassés aux noms sonores se glissent partout. Les femmes mêmes, non contentes de pénétrer dans les salons des plus sévèrement fermés à nos compatriotes, entreprennent de jouer un rôle politique, de servir d'Égérie à nos hommes d'Etat et de contribuer par leurs intrigues à l'élévation ou au renversement des ministres. M. Sardou accuse hautement toute cette aristocratie suspecte d'être livrée à l'espionnage. Il a sans doute chargé le tableau, exagéré la peinture; mais il nous semble que la satire de l'auteur comique s'adresse assez bien. Il n'est pas inutile d'indiquer les périls qui peuvent naître d'une faveur et d'une confiance excessives.

Le premier acte de Dora se passe à Nice, dans un hôtel qui est le rendez-vous des soi-disant patriciennes russes, hongroises, valaques, italiennes, espagnoles, péruviennes. On y voit la marquise de Rio-Zarès et sa fille Dora à bout de ressources et réduites aux dernières extrémités; la marquise n'a qu'un espoir, c'est de se faire rembourser par le gouvernement espagnol le prix de douze mille fusils qu'il a saisis, et qui avaient été achetés par son défunt mari du temps qu'il était président de la République du Paraguay. Elle vient en France solliciter l'intervention du gouvernement sous prétexte que les fusils ont été saisis sur un navire français.

En attendant, elles resteront en gage dans l'hôtel nicçois, faute de pouvoir payer leur note, si la marquise n'était protégée par un certain baron Vander Craff, agent du ministre Pollnitz, dans la légion de ce qu'il appelle ses correspondants et qui ne sont en effet que des espionnes. La marquise de Rio-Zarès est excentrique, bizarre, ridicule, mais ce n'est pourtant pas une méchante femme; et sa fille Dora, d'une beauté remarquable, est, au milieu des tentations et des dangers l'entourant, un modèle de vertu. Aussi, voyons-nous, dès le premier acte, le jeune André de Maurillac, neveu du ministre, épris très-sérieusement de la marquise.

A côté de la marquise et de sa fille, citons la princesse russe Bariatine, qui a la prétention de diriger secrètement les débats parlementaires; la comtesse Zicka, Hongroise, simple agent de police, qui n'est ni comtesse, ni Zicka, ni Hongroise, mais une aventurière anglaise ayant passé une partie de sa vie dans les prisons du continent. Transformée en comtesse par la baguette de Van der Craff, elle est l'amie intime de la princesse, de la marquise, et elle nourrit une secrète passion pour André de Maurillac.

Le deuxième acte, nous sommes à Versailles chez la princesse, où Mme de Rio-Zarès et Dora ont trouvé un refuge. La princesse a pris en main la cause des douze mille fusils capturés; ils feront l'objet d'une intimation à la Chambre et serviront à renverser le ministère, à qui la princesse moscovite a déclaré la guerre. La tendresse de Maurillac pour la jeune Espagnole va toujours croissant, si bien qu'à la fin de l'acte il demande sa main à la marquise, qui s'empresse de la lui accorder. Les conseils représentatifs d'un ami d'André le comte de Faverolle, ont été inutiles. André n'écoute rien; il est tout entier à la joie de la décision qu'il vient enfin de prendre. Sur ces entrefaites, on apprend que l'interpellation relative aux fusils a échoué. Mais la marquise, heureuse d'avoir trouvé un mari pour sa fille, est déjà consolée.

Au troisième acte, le mariage de Maurillac et de Dora vient d'être célébré. Les jeunes époux vont partir pour l'Italie. Le ministre, oncle de Maurillac, lui a confié une mission; André doit porter à Rome un projet secret de traité. Van der Craff veut s'emparer de ce projet. Il charge la prétendue comtesse Zicka de le dérober dans le secrétaire d'André. La comtesse a un double motif de se prêter à ce vol; elle gagnera ainsi les appointements qu'on lui donne et elle trouvera moyen de faire tomber les soupçons sur Dora, et de mettre la division entre la jeune femme et André. Elle réussit tellement dans son entreprise que le projet de traité est envoyé au baron Van der Craff dans une lettre écrite par Dora au baron, lettre de laquelle la culpabilité de celle-ci semble ressortir avec la dernière évidence. Déjà, dans la dernière partie de cet acte, le pauvre André entend accuser sa jeune femme d'être une espionne, et, comme pour confirmer ces accusations, au moment où il veut retirer son portefeuille du secrétaire, il s'aperçoit de la soustraction de la pièce importante que ce portefeuille contenait.

Au quatrième acte, André, aidé de son ami Faverolle, force Van der Craff à lui remettre la lettre qu'il a reçue; il ne doute plus alors de la culpabilité de Dora. Il a avec elle une grande scène où il l'accable de reproches, où elle refuse avec dignité de se défendre, scène un peu trop longue, et que l'auteur fera bien de raccourcir.

Au cinquième acte, il reste à dissiper la méprise. C'est l'ami Faverolle qui en charge. Une curiosité déplacée qu'il surprend chez la comtesse Zicka lui donne l'éveil. Il la somme à une épreuve à laquelle elle succombe. Il finit d'avoir écrit à Van der Craff de lui désigner la voleuse de papiers politiques, sous peine d'une dénonciation au procureur de la République, et de recevoir une réponse où ce baron lui donne les renseignements qu'il a demandés. Zicka se trouble, se trahit et avoue son crime en présence d'André, de Dora et de la marquise. Dès lors la calomnie est dissipée, et les nouveaux mariés, après un jour de noces si orageux, peuvent partir pour l'Italie.

Telle est la comédie de Dora. Le public lui a fait un grand succès. Les principaux interprètes sont : M. Pierre Berton, dans le rôle d'André; Mlle Pierson, dans le rôle de Dora; Mlle Bartet, dans celui de la comtesse Zicka; M. Dieu-donné, dans celui du comte de Faverolle; Mlle Céline Montaland, dans celui de la princesse Bariatine; M. Parade, dans le personnage de Van der Craff, etc.

Les deux premiers ont été rappelés à plusieurs reprises, et ont été fréquemment applaudis. — L. M.

LETTRES DE PARIS

(Correspondance par télégraphe) Paris, 24 janvier 1877.

Le bal donné hier, à l'Elysée par le maréchal-président de la République, a été très-brillant. Dès six heures du soir, l'illumination extérieure jetait un éclat merveilleux sur tout l'édifice et ses abords. Les voitures ne devaient pénétrer dans l'enceinte que par l'avenue Marigny; l'entrée par le faubourg Saint-Honoré était réservée aux personnes à pied. A huit heures, la circulation des voitures était interdite. Le chemin couvert, servant à la descente de voiture, était décoré avec autant de goût que de magnificence. Cette galerie ressemblait à une immense serre, où les camélias blancs, les bruyères et les arbutus de toutes sortes produisaient le plus gracieux effet. L'ensemble de la décoration des salons est d'ailleurs très-réussi. Les personnes qui connaissent l'Elysée ont été surprises de sa transformation en pareille occasion. Les vieilles tapisseries, les fleurs, les lustres, les girandoles changent du tout au tout l'aménagement habituel. Cinq mille personnes environ assistaient à cette soirée, parmi lesquelles on cite : MM. le duc de Nemours, le duc de Chartres, le prince d'Orange, le maréchal Canrobert, les généraux de Cissey, de Ladmirault, marquis d'Abzac, Vinoy, Jules Simon, duc Decazes, Léon Renault, Bardoux, Félix Voisin, Ferdinand Duval, duc de Broglie, comte d'Osmoy, d'Haussonville, de Meaux, duc de Breuc, général Cialdini, ainsi que les ambassadeurs d'Autriche et de Russie, Buffet, duc d'Audiffret-Pasquier, Albert Grévy, Gavini, Raoul Duval, de Fourtou, etc., etc.

On parle beaucoup, depuis 24 heures, de la prétention de l'Union républicaine de ne vouloir pas prendre d'engagement pour la commission du budget, d'après le principe que les trois gauches proposeraient, chacune 11 candidats. Les amis de M. Gambetta disent qu'ici, il s'agit moins de discipline que de capacité, et que tous les noms doivent être discutés. Ces grandes phrases cachent des ambitions fort petites. En réalité, le but de M. Gambetta est d'avoir, non pas 11 radicaux dans la commission du budget, mais d'y en mettre 14, s'il peut y ajouter M. Raoul Duval, sa propre voix aidant; le voilà donc de nouveau président de la commission du budget. Mais cette manœuvre est percée à jour, et la gauche modérée et le centre gauche, qui disposent à eux seuls de la majorité, comptent bien amener M. Gambetta à capituler.

Quoi qu'il en soit, c'est demain qu'a lieu la grande bataille. M. Thiers, doit, paraît-il, se rendre sur le théâtre d'action. Car, vous le savez, M. Thiers veut la durée du ministère de M. Simon, et, comme toute, s'il reproche quelquefois à celui-ci de trop céder au maréchal, dans la pratique quotidienne, il considère M. le président actuel du Conseil comme l'expression exacte du tempérament républicain.

On savait, depuis quelques jours, que le gouvernement venait d'arrêter des mesures définitives en ce qui concerne la direction du Crédit foncier, à laquelle est appelé M. Renouard, en remplacement de M. Fremy. Quant à M. le baron de Soubeyran, il ne quitte pas, comme on l'avait dit, sa situation de sous-gouverneur, sa présence étant nécessaire pour opérer la liquidation du Crédit agricole, dont la fusion avec le Crédit foncier est désormais accomplie en principe. Ce n'est qu'ultérieurement que le ministre des finances reconstituera sur de nouvelles bases le Crédit foncier.

Il ne faut pas attacher trop d'importance aux télégrammes des journaux anglais et autres qui prétendent que la Russie fait de grands préparatifs de guerre. La Russie a posé elle-même à la dernière réunion de la Conférence des limites en deçà desquelles elle ne sortirait pas de la non-intervention. Si la Turquie respecte ces limites la guerre sera évitée, j'en ai la certitude. Du reste, avant de prendre une détermination définitive, le cabinet de St-Petersbourg veut attendre le résultat des discussions qui vont s'engager prochainement au Parlement anglais sur la question d'Orient. On croit que la politique du marquis de Salisbury, politique qui tient le milieu entre celle de M. Gladstone et celle de M. Disraeli, y sera sanctionnée à une forte majorité. L'Angleterre, il ne faut pas l'oublier, est restée dans la non-intervention en rapplant la flotte de Bésika.

La Gazette de l'Allemagne du Nord continue à marcher en guerre contre la presse française, mais plutôt pour se défendre contre les attaques dont elle a été l'objet en Allemagne même, que pour établir de nouveaux griefs à notre charge. D'après les bruits qui ont le plus de consistance, le prince de Hohenzollern se serait abstenu rigoureusement de tout ce qui aurait pu pour but de montrer que ces polémiques sont approuvées par son gouvernement. On ajoute, dans d'autres cercles, aussi bien informés, que si la Gazette de l'Allemagne du Nord a parlé des achats de blé faits par la France en Hongrie, c'est parce que la République française a signalé les armements considérables de l'Allemagne en Alsace. De tous côtés me revient l'impression que l'incident n'a rien de sérieux et je m'en félicite sans m'en étonner outre mesure. Quant à l'attitude de M. de Chaudordy à Constantinople, elle n'a pas cessé un seul instant d'être aussi courtoise que possible vis-à-vis de M. de Werther qui, d'ailleurs, le reconnaît hautement. MM. de Chaudordy, de Bourgoing et leur mission, sont attendus ici au commencement de la semaine prochaine.

Le bal de l'Elysée a été très-brillant. L'affluence du monde officiel, ministres, sénateurs, députés, corps diplomatiques, généraux et officiers de tous grades était considérable. La fête a été favorisée, d'ailleurs, par une soirée magnifique.

(Autre correspondance.) Paris, 24 janvier 1877. On a répandu le bruit qu'il y aurait eu, pendant ces derniers jours, un certain

Feuilleton du Journal de Roubaix DU 25 JANVIER 1877.

VAL-RÉGIS LA GRANDE

PAR CLAIRE DE CHANDENEUX II

(suite) Un étranger était, en effet, chose si rare à Roquinghem, qu'il était bien permis de le considérer un peu comme un événement.

Marguerite trouva que l'événement avait l'air distingué, l'apparence affable et la tenue correcte. Il n'y avait rien en lui qui rappelât le gentilhomme campagnard, type le plus répandu dans son entourage.

De son côté, « l'événement » s'arrêta devant Marguerite non sans quelque embarras. Il était clair, même pour les yeux inexpérimentés de la jeune fille, que ce promeneur insolite n'avait pas choisi l'incommodité sentier du ruisseau, où ne passaient guère que les meneurs de troupeaux, sans avoir un motif particulier. Ce n'était évidemment ni la rêverie, ni le charme du chemin qui avait pu guider ses pas. Quelle pensée l'avait donc conduit?

L'étranger prit galamment son parti, et, saluant avec une grâce parfaite, il pria Marguerite de bien vouloir lui apprendre le lieu où il se trouvait.

— Vous êtes à Val-Régis, Monsieur,

répondit-elle en se levant pour rendre l'esalut.

D'un geste courtois, il l'invita à se rasseoir.

Ce nom de Val-Régis n'avait paru ni le surprendre, ni l'étonner. A peine une légère nuance d'intérêt marqua-t-elle sa nouvelle interrogation :

— Val-Régis?... Est-ce une châtelainie importante, Mademoiselle?

Marguerite étendit la main vers le petit château moderne, dont le blanchâtre trauchait sur la crénité de la prairie, et l'arondit en indication circulaire.

— Voilà toute la propriété, dit-elle simplement. Puis, comme le questionneur promenait un œil calme sur le petit domaine, elle ajouta d'un ton plus sec :

— Elle n'est point à vendre. Il rougit avec une impressionnabilité de sensation et d'épiderme qu'on n'eût point attendu d'un homme de cet âge.

— Vous avez raison, Mademoiselle, reprit-il gravement, de me rappeler à la discrétion qu'un sentiment personnel m'entraînait à oublier.

— Oh! Monsieur... balbutia la pauvre petite, toute confuse de s'être permis de donner une leçon de convenance à un Monsieur qui avait si bon air.

Celui-ci paraissait hésitant, comme si, prêt de prendre congé, il regrettrait de n'avoir pas mieux tiré parti de sa gracieuse rencontre.

Marguerite, qui ne pouvait se défendre de l'observer, devina tout de suite qu'il ne s'en irait pas ainsi.

Elle ne se trompait pas. Il revint vers elle, et souriant tout à coup :

— Mademoiselle, veuillez pardonner à ma maladresse : j'ai le désir d'obtenir quelques renseignements sur Val-Régis, et au lieu de prier votre bonne grâce de me les donner, je prends un misérable chemin de traverse...

— Est-ce que cela serait dans vos habitudes? hasarda gaiement Marguerite en montrant le ruisseau d'un doigt malicieusement.

Il se mit à rire de bon cœur. — Je crains bien d'avoir pris un vrai bain de pieds dans ce ruisseau, mais je n'ai pas aperçu d'autre chemin en venant de l'auberge du village, où j'ai déjeuné...

— Si vous venez de chez maître Bourelong, l'aubergiste, que ne l'avez-vous questionné sur Val-Régis? Il en a longtemps été le serviteur.

— Je l'ignorais... D'ailleurs cet homme n'était pas seul et, à première vue du moins, ne m'aurait pas inspiré toute la confiance que me donne votre gracieuse bonté.

— Eh bien, Monsieur, que désirez-vous savoir? dit Marguerite, assez mise à l'aise par ce ton de bonne compagnie. Peut-être puis-je satisfaire, puisque je suis mademoiselle de Val-Régis.

Dans son ingénuité, Marguerite eût éprouvé quelque scrupule à laisser ignorer son nom, le nom sur lequel les

interrogations pouvaient porter, à celui qui s'appretait à les faire.

L'effet de sa déclaration fut prodigieux.

— Mademoiselle de Val-Régis!... répéta l'étranger avec un mouvement de stupéfaction. Vous avez dit?... ai-je bien compris?... Mademoiselle de Val-Régis?

— Parfaitement, Monsieur.

— Mais je ne puis comprendre... c'est impossible!...

— Votre étonnement n'est peut-être pas extrêmement flatteur pour moi, Monsieur, dit-elle avec un sourire; toutefois, je suis habituée à compter pour si peu de chose! ajouta-t-elle sans amertume.

— Si peu de chose, vous, Mademoiselle?... Une Val-Régis!... car vous êtes Val-Régis?... Mes oreilles ne me trompent pas?

— Non, Monsieur, vos oreilles entendent juste. Je suis la sœur de mademoiselle de Val-Régis... Val-Régis la Grande! comme on l'appelle dans le pays.

— Je sais... je sais... fit l'étranger tout rêveur.

— Vous savez?... Vous disiez ne pas savoir?...

— Pardonnez-moi, je sais... tout, ou à peu près tout ce qui concerne mademoiselle Aure; mais jamais... jamais, Mademoiselle, je n'avais soupçonné votre existence...

— Cela ne me surprend pas, fit-elle avec un geste simple et résigné.

— Oh! cela tient sans doute à mon éloignement de la France, car si j'y étais demeuré...

Et il la regardait avec une expression sympathique où se mêlait des sentiments divers.

Jusqu'à là, Marguerite avait cédé à la candeur de sa nature; il y avait dans les yeux francs et la physionomie loyale de cet homme, quelque chose qui attirait la confiance; mais qui était-il? ou prenait-il le droit de s'intéresser si vite et si fort à des affaires qu'il ignorait moins d'une heure avant?

— Monsieur, dit-elle en se levant avec une dignité simple, ma sœur a sans doute raison de prétendre que je suis une enfant... je viens d'en montrer la légèreté en causant ainsi avec un inconnu...

— Un inconnu!... mais, Mademoiselle, moi moins que moi n'est un inconnu pour votre famille!

— Vous connaissez ma famille, Monsieur? demanda-t-elle stupéfaite.

— Certes, Mademoiselle... j'ai les meilleures raisons pour cela.

— Alors, Monsieur, fit-elle avec un geste charmant où se retrouvait le sang des Val-Régis; votre présence sera plus convenable au château que sur la prairie; je rentre et j'aurai l'honneur de vous présenter à ma sœur...

Cette proposition, malgré sa grâce indiscutable, eut le don de déconcerter l'inconnu.

Il répondit avec trouble :

— Au château!... non... non, made-

moiselle, je ne puis accepter l'honneur que vous voulez bien me faire... plus tard, peut-être... En ce moment, je ne le puis...

— Ce serait pourtant plus naturel que de rester d'avantage à ce soleil ardent, fit-elle un peu embarrassée.

L'étranger, qui était resté debout jusque-là, le chapeau à la main, sous les rayons directs d'un soleil de juillet, parut s'en apercevoir pour la première fois et passa la main sur son front, mouillé de sueur.

— J'ai bravé jadis la température des tropiques, dit-il... mais j'arrive des pays froids et... en effet, la chaleur est aujourd'hui bien accablante!

Marguerite salua et, d'un pas léger, remonta la prairie, le long des massifs de saules et de jeunes trembles, qui faisaient flotter autour d'eux une ombre mouvante.

L'étranger, d'un œil où l'intérêt se mêlait au respect, la suivit dans sa marche rapide et souple. On eût dit, à la voir s'éloigner dans le cadre vert où se mouvait sa robe blanche, le vol gracieux d'un papillon, ou le sautillerment d'un oiseau.

(A suivre)